



Laudatio de
Madame Micheline Calmy-Rey
Présidente de la Confédération
Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères

prononcé à l'occasion de la
remise de la médaille d'or de la Fondation Jean Monnet pour
l'Europe à :

M. Emilio Colombo, sénateur à vie et ancien président du Conseil
des ministres d'Italie, ancien Président du Parlement européen, et à
M. Javier Solana, président du Center for Global Economy and
Geopolitics, ancien Haut représentant de l'Union Européenne pour
la politique étrangère et de sécurité commune

Lausanne

7 octobre 2011

Seul le texte prononcé fait foi !

Messieurs les Présidents, lauréats de la Médaille d'Or de la Fondation,
Monsieur le Président de la Commission européenne,
Monsieur le Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe,
Monsieur le Directeur de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe,
Monsieur le Président du Conseil d'Etat,
Madame la Conseillère d'Etat,
Monsieur le Syndic,
Monsieur le Recteur,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et également un plaisir pour moi que d'être aujourd'hui avec vous, hôte de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Le patrimoine conservé à la Fondation est unique, les archives de Jean Monnet et les papiers de Robert Schuman constituent en effet des archives originelles de l'histoire européenne. Des centaines de chercheurs suisses, européens, américains et asiatiques provenant de plus de 150 institutions universitaires ont d'ores et déjà travaillé à Dorigny. La Fondation est devenue un lieu de rencontre, de réflexion et d'échange d'idées reconnu sur les évolutions et les problèmes contemporains.

Certains parmi vous pourraient trouver paradoxal que les archives de Jean Monnet soient sises en Suisse, pays non membre de l'Union européenne. Je suis persuadée que ce n'en est pas un. La Suisse, au cœur de l'Europe, entretient avec l'Union européenne des liens très étroits. Plus de vingt accords principaux et une centaine d'autres accords sont la base contractuelle de ce que nous appelons la voie bilatérale. La Suisse participe aux efforts de réduction des disparités économiques et sociales à l'intérieur de l'Union par le biais d'une contribution autonome aux Etats ayant nouvellement adhéré. La Suisse participe également aux efforts de paix et de reconstruction dans les Balkans et s'associe à trois opérations de promotion de la paix de l'UE en Bosnie et Herzégovine ainsi qu'au Kosovo. Elle investit des milliards dans la construction des transversales ferroviaires alpines, qui favorisent le trafic des marchandises et des personnes entre le nord et le sud de l'Europe.

Reste que les liens très étroits que nous entretenons aujourd'hui avec l'Union européenne n'étaient au moment de la constitution de la Fondation Jean Monnet pas prévisibles.

Je suis par conséquent convaincue, que la structure fédéraliste suisse, adaptée à la grande diversité de ses composantes n'a pas été étrangère au choix de Jean Monnet d'y installer ses archives, en les confiant au Prof. Henri Rieben. Après avoir quitté ses fonctions au sein de la haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), Jean Monnet a donné naissance au Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe, dont le Président Colombo a été l'un des membres actifs, ce qui lui vaut aujourd'hui la médaille d'Or de la Fondation.

Monsieur le Président Colombo,

Avant de devenir membre de la Constituante italienne en 1946, vous avez été témoin des horreurs et des destructions que la Seconde Guerre mondiale a provoquées en Italie et en Europe. Paix, liberté et démocratie n'étant pas de valeurs acquises lors de vos débuts en politique, vous vous êtes efforcé de les porter tout au long de votre parcours. Visionnaire, vous étiez conscient que les défis auxquels était confronté votre pays nécessitaient un effort au niveau continental.

J'aime en particulier faire référence à votre présidence du Parlement européen, et à votre engagement afin de préparer la voie à l'élection au suffrage universel de cette institution, par les citoyennes et les citoyens des 9 Etats alors membres de la Communauté économique européenne (CEE). Votre activité à la tête de cette institution a été la preuve tangible de votre volonté d'être toujours à l'écoute de la population.

Vous êtes particulièrement attaché à cet aspect de la vie politique et sachez que j'y suis moi aussi. Les rencontres avec des citoyennes et des citoyens, le dialogue continu entre gouvernement et société civile, particulièrement favorisé par les instruments de la démocratie directe en Suisse, me paraissent essentiels afin de trouver les solutions pragmatiques qui permettent de résoudre de façon constructive les questions et les problèmes qui se posent. Ainsi l'une des caractéristiques fortes de la politique d'intégration européenne de la Suisse est celle de pouvoir reposer sur un large consensus populaire, acquis lors de différents scrutins au cours des dix dernières années. Il s'agit là d'un aspect inhérent de la souveraineté et du bon fonctionnement des institutions suisses, que nous devons prendre en compte lors du développement de la voie bilatérale.

Monsieur le Président,

Au cours de votre longue carrière dans les institutions italiennes, vous avez assumé à plusieurs reprises des responsabilités gouvernementales, en tant que Président du Conseil des ministres, ministre du trésor ou ministre des affaires étrangères. Au début des années quatre-vingts, vous vous êtes engagé avec votre collègue allemand, Hans-Dietrich Genscher, afin de trouver une solution à l'impasse dans laquelle se trouvait alors la Communauté. La déclaration « Colombo-Genscher » n'a pas été adoptée telle quelle, elle a néanmoins constitué la toile de fond sur laquelle a été élaboré l'Acte Unique européen, une des pierres milliaires sur le chemin de l'intégration européenne.

Le Moyen-Orient aussi a été au centre de vos préoccupations. Auteur de la déclaration de Venise sur la politique européenne envers cette région au début des années quatre-vingts, vous avez œuvré activement à la reprise des négociations entre les autorités israéliennes et les représentants palestiniens au début des années quatre-vingt-dix. Votre souci étant la reprise du dialogue entre les deux Parties, vous partagez cette vision des choses et cette approche avec le Président Solana, et vous vous inscrivez ainsi dans la droite ligne de Jean Monnet.

En effet, si l'on devait indiquer un trait commun aux deux lauréats de la Médaille d'Or, mis à part le fait d'être également lauréats d'autres prestigieuses distinctions européennes, c'est bien l'emploi et le soutien du dialogue en tant qu'instrument de paix, que je choisirais d'abord. En fin de compte, c'est la même démarche choisie par Jean Monnet à la fin du second conflit mondial : mettre au tour d'une table tous les acteurs sur des thématiques concrètes afin de trouver des solutions. En tant que ministre des affaires étrangères d'un pays neutre et avec une longue tradition humanitaire et de bons offices, je suis fière de faire l'éloge de deux acteurs européens majeurs, qui ont toujours privilégié ce type de démarche afin de préserver l'un des biens communs les plus précieux : la paix.

Monsieur le Président Solana,

Les occasions de vous voir promoteur ou de vous savoir soutenir des initiatives de paix entre Parties en conflit, en Europe et ailleurs dans le monde, n'ont pas manqué tout au long de l'exercice de vos fonctions de Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune. Pendant dix ans, vous avez donné un visage et une voix à l'Union européenne dans le monde entier, ce qui est fondamental en politique étrangère. J'aimerai également faire référence à votre

engagement au Moyen-Orient, où, en tant que membre du Quartette, vous avez été l'un des architectes de la Feuille de route pour la paix.

Mais votre action en faveur de la paix et de la démocratie dans le monde entier ne s'est pas limitée à cette région. Les Balkans vous ont appelé à intervenir à plusieurs reprises et dans des fonctions différentes. La séparation entre Serbie et Montenegro et le conflit interne à la Macédoine, qui aurait notamment pu conduire à une guerre civile, ont pu trouver des solutions pacifiques grâce à des interventions conduites sous vos auspices.

Que ce soit dans vos fonctions de Secrétaire général de l'OTAN ou en tant que Haut représentant de l'UE, vous vous êtes toujours employé à développer une politique de sécurité qui aille au delà des éléments purement militaires et qui englobe aussi des aspects civils de promotion de la paix. Dans ce contexte, je ne peux que rendre hommage à la qualité du partenariat que nous avons développé sur les questions délicates et sensibles liées au programme du nucléaire iranien. C'est une méthode typiquement européenne que de considérer globalement et de façon intégrée la sécurité, car si la force militaire ne doit rester que l'ultime ratio, il faut pouvoir déployer en amont toute une série de mesures aptes à prévenir un conflit.

Opposant au régime totalitaire en place en Espagne jusqu'à la fin des années soixante-dix, vous vous êtes engagé, dès le retour à la démocratie, afin d'ancrer dans les institutions espagnoles, les principes de liberté, des droits humains et de l'Etat de droit. L'oppression par le régime du général Franco a également contribué à faire de vous un européen convaincu, conscient qu'un engagement continental constituerait une garantie supplémentaire dans la balance des pouvoirs. Membre du gouvernement ibérique de façon ininterrompue depuis 1982 et jusqu'à votre élection en tant que secrétaire général de l'OTAN, vous avez œuvré en tant que ministre des affaires étrangères afin que l'Union européenne développe également une politique envers les pays du Sud de la Méditerranée, connue encore aujourd'hui sous l'appellation de Processus de Barcelone. Les récents mouvements démocratiques en Afrique du Nord vous ont donné, une fois de plus, raison.

Voici seulement quelques exemples, parmi d'autres, qui ont fait de vous pendant une décennie, le « *Ministre des affaires étrangères européen* » pour n'utiliser qu'une expression empruntée à M. Jean-Claude Juncker, lors de l'attribution du prix Charlemagne pour l'Europe.

Messieurs les Présidents,

En tant que représentants soit de vos pays respectifs soit des institutions européennes, vous avez vécu des moments de crises. Aujourd'hui l'Union européenne fait face à une situation délicate : la crise de l'endettement que connaît la zone euro met à dure épreuve la solidarité européenne.

J'aimerais alors terminer en confrontant l'actualité récente à une citation tirée des mémoires de Jean Monnet: « *J'ai toujours pensé que l'Europe se ferait dans les crises, et qu'elle serait la somme des solutions qu'on apporterait à ces crises.* »

La Suisse continuera à se montrer un partenaire fiable et solidaire de l'Union, car nos destins sont intimement liés.

Messieurs les Présidents,

Je ne peux que vous remercier, au nom du Gouvernement suisse, et au nom de la Fondation Jean Monnet qui vous honore aujourd'hui, pour tout ce que vous avez accompli tout au long de vos activités successives.

Puisse votre engagement servir d'inspiration aux générations actuelles et futures.

Merci.